

OU VA L'ALGÉRIE ?

par
PIERRE FRANK

I. DES GARANTIES : POUR QUI ? POUR QUOI ?

Sept ans que le peuple algérien mène un combat armé pour sa libération, pour son indépendance, contre un impérialisme qui, pour ne plus être de première grandeur, possède encore des forces importantes — ne se permet-il pas de poursuivre la préparation d'une « force de frappe » nucléaire ? — qu'il a avant tout employées pendant tout ce même temps pour tenter de garder l'Algérie sous le joug colonial. On n'avait jamais vu un Etat impérialiste mobiliser le pays pour une guerre coloniale sur une échelle aussi vaste, dépassant le demi-million d'hommes pour « pacifier » un territoire colonial.

Sept ans ! Mais l'impérialisme français est désormais nettement en perte de vitesse quant à l'Algérie. Combien y a-t-il eu de « dernier quart d'heure » pendant ces 331 semaines de guerre ? Le peuple français est plus las que jamais de cette guerre qui ne fut jamais la sienne. Les ultras qui, pendant si longtemps furent les seuls à se faire entendre, en raison de la carence et de la trahison des directions traditionnelles du mouvement ouvrier français, apparaissent tels qu'ils étaient au fond toujours, à savoir isolés. « L'armée », c'est-à-dire les militaires de carrière, la soldatesque, qui sous les coups reçus au Vietnam s'était trouvée une vocation idéologique, ne se sent plus de taille à faire un coup d'Etat. Les Trinquier voudraient trouver de l'embauche dans quelque Katanga...

Et de Gaulle qui, à la suite du 13 mai 1958, fut porté au pouvoir sans avoir un programme bien précis — c'est cette absence de programme qui fera de lui à l'époque le point de convergence de courants effectivement très différents — après avoir parcouru de nombreux méandres, depuis les Français à part entière qu'il « comprenait » si bien, à l'autodétermination en passant par la « paix des braves », sans parler d'un « Melun qui n'a pas eu lieu », se voit de plus en plus contraint de chercher une voie réelle vers la paix par l'indépendance de l'Algérie.

Ainsi, pour le peuple algérien, cette septième année de lutte armée est aussi celle où, pour la première fois, il commence à entrevoir la victoire, l'indépendance. Certes, le combat n'est pas encore terminé. L'entrevue de Gaulle-Bourguiba comme nous le mentionnons pas ailleurs dans ce numéro est grosse de dangers pour la Révolution algérienne, mais elle se produit parce que le rapport des forces a définitivement tourné en faveur du peuple algérien, grâce avant tout aux manifestations de celui-ci depuis le 11 décembre 1960 à Alger.

Un autre signe de ce tournant du rapport des forces est fourni par la question des « garanties » qui, depuis fin décembre 1960, fait l'objet de nombreux commentaires dans la presse et de la part de bien des politiciens français.

De quoi s'agit-il ?

Il ne s'agit pas de garanties pour les Algériens, surtout pas

pour ceux qui vivent en France. Les policiers, les « supplétifs » poursuivent leur « pacification ». Les prisons sont pleines. Les camps de détention également. Les rafles, les vérifications, la chasse au faciès, rien de tout cela n'a cessé. Les tribunaux continuent à faire pleuvoir les condamnations. Quant aux exécutions, il est seulement question de les arrêter un jour prochain...

Pas de garanties également pour les Algériens en Algérie même. Pour le quarteron d'ultras qui manient le plastic et le poignard, peu d'empressément à les pourchasser : on pourrait trouver des gens très bien, très bien placés évidemment. Mais la lutte continue impitoyable contre le « bougnoule », contre ces Algériens qui continuent le combat, sans trop se fier aux entretiens Bourguiba-de Gaulle.

Pour quoi donc ces garanties ? Il faudra maintenant négocier dans des conditions où il ne peut être question d'une défaite du F.L.N. Bien au contraire, les manifestations qui se sont produites depuis le 11 décembre en Algérie ont montré la défaite de la « pacification » par les paras, par les parangons de l'arme psychologique, comme celle qui a été employée contre Alleg, Audin, etc. Il faudra négocier, et ceux qui n'ont pas pu vaincre malgré tous ces moyens éprouvent le besoin de demander des « garanties ».

Les premiers qui ont mis ce mot en avant à la fin de 1960, ce sont ces « démocrates », à la Guy Mollet, ou ces démocrates de moins mauvais aloi, à la Duverger, Forestier, etc. Ils l'ont fait en général avec plus de vigueur que pour combattre les « exactions » des troupes d'occupation en Algérie, avec autant de vigueur que pour dénoncer ceux qui « rompaient avec la communauté nationale ». Ils demandent des garanties pour les pieds-noirs, et comme garantie suprême, le maintien de l'armée française en Algérie.

Les hommes qui ont à présent la charge des intérêts de l'impérialisme français voient avec bon œil cette campagne. Ce n'est pas qu'ils aient un grand souci des pieds-noirs. D'excellents techniciens ont montré que c'était loin d'être un problème insurmontable, du moins aussi longtemps que la conjoncture économique sera bonne. En outre, une partie d'entre eux n'attend pas. En Algérie, on brade, on vend à bas prix pour avoir de l'argent comptant et partir pour faire des affaires ailleurs. Certaines sociétés ont même envoyé des émissaires à Tunis pour voir si on ne pouvait pas s'entendre. Les garanties que l'impérialisme français recherche c'est le maintien de « liens » avec lui, des possibilités d'un contrôle économique ou tout au moins de sérieux profits, le maintien du contrôle sur le Sahara. Business is business. Comme nous le verrons par la suite, en Algérie ce n'est pas chose simple que d'avoir de telles garanties, pas seulement pour le capitalisme français en particulier, mais pour le capitalisme en général.

(A suivre.)